

**Entretien avec Cinderella
Bernard par les
alternatifs.info.**



« **IL NE PEUT Y AVOIR
D'ÉCOLOGIE SANS
ANTICAPITALISME** »

Afin de placer l'écologie au cœur du débat, nous avons posé les mêmes questions à différents candidat-e-s pour les élections européennes.

Cinderella Bernard, investie sous la bannière du Parti communiste français a eu la gentillesse d'y répondre.



Les Alternatifs – Bonjour, vous

êtes candidate sur la liste du Parti communiste pour les élections européennes, pouvez-vous nous résumer votre parcours ?

Je suis issue d'un milieu modeste. Mon père était ouvrier et ma mère, mère au foyer a repris ses études à plus de 40 ans. A 14 ans, j'ai su que je voulais être éducatrice spécialisée, une profession qui permettait de corriger les inégalités sociales et de donner leur chance à tous les enfants, quelques soient leurs origines ou leurs histoires familiales.

Après des petits boulots en usine, j'ai exercé plusieurs professions autour du handicap, de la dépendance et de la délinquance.

Très tôt, je me suis engagée dans le milieu associatif et j'ai mené mes lères luttes pour la défense des écoles publiques et l'enseignement bilingue public breton/français en 2007. Je suis devenue présidente de l'amicale laïque cette même année. Ce qui m'a valu d'intégrer la liste de Gérard Le Caër, maire communiste à Bégard en 2008, aujourd'hui je suis lère adjointe. J'ai pris la présidence du SMICTOM, syndicat de collecte et de traitement des ordures ménagères créé à l'initiative des élus communistes de Bégard, le premier du Département.

En 2015, avec la réforme des élections cantonales et le redécoupage des cantons, je suis devenue conseillère départementale et porte-parole du groupe communiste. Etant maman de 4 enfants, je me suis alors mise en disponibilité professionnelle de mon poste de médiatrice, le temps de ce mandat.

En 2016, j'ai fait le meilleur score à l'Ouest aux législatives pour le PCF, et si la FI n'avait pas refusé de discuter avec nous, nous aurions eu un député. Une situation

d'autant plus difficile à accepter car si la FI a pu présenter un candidat à la présidentielle, c'est grâce aux plus de 400 parrainages communistes dont le mien, pour en retour avoir un candidat parachuté sur la circonscription et face à des députés communistes sortants.

En 2019, les camarades du bureau régional portent ma candidature pour les européennes. Après plusieurs mois de réflexion, je finis par accepter car il serait irresponsable de laisser le débat être confisqué entre les ultra-libéraux et l'extrême droite. Nous devons porter le combat contre le capitalisme et le fascisme partout où nous le pouvons car il a atteint ses limites et représente une menace pour la paix dans notre société et le monde, pour l'humanité et l'écologie.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager ?

Je suis une militante, c'est inscrit dans mes gènes ! Chacun participe à la vie de la société à sa façon et toutes les places occupées sont importantes pour son équilibre.

J'ai vite compris que notre société s'organisait en fonction des décisions politiques qu'elles soient votées au niveau national ou plus local. Alors je me suis dit que la meilleure façon de défendre la justice sociale et les biens communs était d'intégrer les rouages de la machine et d'y porter une contribution progressiste, communiste. Je ne suis pas née communiste, mais je le suis naturellement devenue de part mon histoire de vie et au gré des rencontres.

Quand je me suis lancée en politique, mon père m'a adressé ce message : "bon courage pour changer le monde". Je pense que mon communisme a commencé avec lui, d'une certaine façon...

En matière d'environnement, quelles mesures de votre programme vous tiennent particulièrement à cœur ?

En tant qu'élue locale, je mesure l'impossibilité pour les collectivités territoriales de faire face aux défis environnementaux, subissant de pleins fouet les politiques d'austérités plus fortes cette dernière décennie. En 2 quinquennats, les collectivités locales auront dû réduire leur budget à hauteur de 24 milliards d'euros. Quand on sait que 50% de l'investissement en faveur de la transition énergétique dépend des collectivités locales (habitat social, énergies renouvelables..), on imagine très vite combien les politiques d'austérité menée aujourd'hui tant au niveau européen que national bloquent les initiatives attendues dans ce domaine.. Les collectivités territoriales sont responsables de 70% de l'investissement public (et seulement 10% de l'endettement public), en baisse de 15% en 2018.

Aujourd'hui, au prétexte de la règle d'or des 3% du PIB de déficit autorisé par l'Union européenne, l'Etat poursuit la pression sur les collectivités locales. Cette directive européenne libérale doit donc être annulée. La Banque Centrale Européenne dans sa logique libérale a donné près de 3000 milliards d'euros d'argent public aux banques privées sans contrepartie dont une partie créée sur des planches à billet. Nous proposons de créer un fond européen permettant de financer un grand service public de la transition énergétique, du mix énergétique et de la recherche, et mettre des fonds européens en direction des transports collectifs, de la rénovation des voies ferrées pour un maillage de proximité, du développement des services publics pour réduire les mobilités

et rendre un meilleur service utile et nécessaire à toute la population.

La PAC (politique agricole commune) relève d'un enjeu majeur pour l'environnement. J'ai l'occasion de multiplier les rencontres avec les producteurs locaux sur le terrain. Notre programme défend l'agroécologie, nous devons réguler les productions et favoriser l'agriculture bio et contrer le piège de l'industrialisation biologique dans lequel les marchés mondiaux veulent enfermer les producteurs. il faut des règles strictes sur la labellisation du bio valables dans tous les pays. Il faut flécher les aides européennes sur des politiques agricoles communes dans les territoires qui viseraient à développer des initiatives plus respectueuses de l'environnement.

La PAC doit accompagner les agriculteurs vers une production raisonnée et respectueuse de l'environnement, pour cela il faut sortir l'agriculture des logiques de marché concurrentiel et uniformiser les normes de production vers le haut.

Quel est votre avis sur les marches pour le climat qui s'organisent en France et un peu partout dans le monde ?

Ces manifestations sont justes et nécessaires pour faire évoluer les consciences. La jeunesse a raison de se mobiliser, d'ailleurs mes enfants, ma fille collégienne et mon fils lycéen, y ont participé. Mais encore une fois, il ne peut y avoir de véritable écologisme sans anticapitalisme... Le capitalisme vert ça n'existe pas !

Selon vous, comment lier la justice sociale et l'urgence climatique ?

L'habitat social est le 1er facteur de la réduction du pouvoir d'achat des ménages, les logements sont quant à eux, par leurs énergies résiduelles, responsables du réchauffement climatique à hauteur de 16,5 %. Permettre la transition énergétique des logements et construire de nouveaux logements basse consommation, c'est réduire la facture du locataire et agir en faveur de l'environnement.

Depuis toujours, nous défendons l'idée de développer les transports en commun et de les rendre accessibles à tous. Seulement 14 voix ont manqué à l'assemblée européenne pour empêcher de livrer la SNCF-usagers au marché. Depuis les guichets se ferment, des arrêts sont supprimés et ça devient le parcours du combattant pour se procurer un billet. Démonstration est faite que le libéralisme qui consiste à créer des situations concurrentielles dans tous les domaines va à l'encontre du progrès écologique.

Nous devons sortir de ces logiques de marché pour placer au coeur de toutes les décisions l'humain et l'écologie. Les véhicules routiers sont responsables de 29% des émissions de gaz à effet de serre..

Nous portons l'idée d'inscrire une clause de non-régression sociale dans tous les pays européens afin d'empêcher par exemple que le marché concurrentiel ne fragilise les politiques publiques que nous avons mis en place en faveur du progrès humain et écologique.

Comment vous positionnez-vous face

à la liste de la France insoumise, d'Europe Ecologie ou de Génération-S, pourquoi tant de divisions ?

Dès le départ Ian Brossat a tendu la main aux autres forces de Gauche avec qui nous pouvions nous entendre. Cela excluait de fait le PS qui a porté tous les traités qui ont construit cette Europe libérale. EELV a très tôt fait savoir qu'elle irait seule à cette élection. La FI ne parle à personne à Gauche considérant toute discussion comme des "carabistouilles" pour reprendre leur expression. En réalité ils ont cru pouvoir être hégémoniques à Gauche. Les sondages ne leur donnent pour l'instant que 5 points de plus que nous. Reste Génération-S à qui nous continuons de tendre la main. J'ai rencontré Benoit Hamon avec Ian Brossat dans un café en février et nous en avons parlé.

Nous nous battons pour tenter de préserver les acquis sociaux que nous avons remporté par le fruit de longues luttes sociales et pour lesquelles les communistes ont joué un rôle majeur que ce soit dans le cadre du Front populaire ou du Conseil national de la Résistance.

Nous sommes aujourd'hui, reconnu par la cours des comptes comme le 1er parti de France, nous comptons un nombre important d'élus et siégeons dans toutes les assemblées (800 maires, 7000 élus,

un groupe au Sénat et à l'assemblée Nationale, trois députés européens,...). Nous sommes le seul parti de Gauche à s'être toujours opposé aux traités libéraux européens. Nous avons fait campagne contre le traité de Maastrich qui a mis en place cette Europe du marché quand d'autres aujourd'hui qui voudraient nous donner des leçons de gauche ont fait campagne pour ce traité.

Suivez mon regard... Nous avons pris la pleine mesure de ses conséquences pour l'humanité et l'écologie.

Aujourd'hui, de nombreuses études ont fait la démonstration du

risque de réchauffement climatique, des économistes de gauche comme de droite ont démontré les limites du capitalisme.

Les enjeux sont tels qu'on ne peut avoir de demi-discours sur le renversement du capitalisme, l'Europe doit devenir une communauté humaine qui protège son environnement de vie, ce qu'elle ne fait pas aujourd'hui.. elle protège les riches et tant pis pour les autres qu'ils crèvent dans la rue ou la méditerranée, ou qu'ils mangent des colis alimentaires, tant pis pour l'environnement, tant que les sous remplissent les caisses des actionnaires.

Mais même sans alliance nous poursuivons le combat que nous menons depuis près de 100 ans. Cela fait de nous un parti d'expérience, nous avons toujours été à l'avant-garde des enjeux humains et environnementaux. Notre liste est d'ailleurs une liste d'ouverture avec 30% de candidat.e.s issu.e.s de la société civile. C'est une belle liste avec 50% d'ouvrier.e.s et d'employé.e.s, des intellectuel.le.s aussi comme Maryam Madjidy, Prix Goncourt en 2017 et n°8 sur notre liste. En votant pour la liste menée par Ian Brossat "Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent", nous avons pour la première fois la possibilité d'envoyer au parlement européen une ouvrière, Gilet Jaune depuis le début et n°2 sur notre liste. Il s'agit de Marie Hélène Boulard, ouvrière textile pendant 40 ans et qui s'est illustrée dans le documentaire "Merci patron".

Je refuse ce fatalisme et cette désunion à Gauche mais l'Union est un combat et nous n'abandonnons pas l'idée. En attendant le Parti Communiste Français est le parti auquel je donne ma confiance pour mener ce combat, loin des stratégies politiciennes faites en fonction des sondages qui visent à séduire un électorat et à suivre le sens du vent...

Les Alternatifs – propos recueillis par la rédaction

Cinderella Bernard : « Il ne peut y avoir d'écologie sans anticapitalisme »

**POUR L'EUROPE DES GENS
CONTRE L'EUROPE DE L'ARGENT**

**4 CANDIDAT·E·S
EN BRETAGNE**

POUR UNE EUROPE DES GENS AVEC IAN BROSSAT



**Christelle
Dumont**



**Glenn
Le Saout**



**Cinderella
Bernard**



**Katja
Krüger**



#EuropeDesGens